



NOTRE IMPACT EN 2024

GREENPEACE

Table des matières

CLIMAT	4
ÉNERGIE	6
NATURE	8
ALIMENTATION	11
ÉLECTIONS	12
À PROPOS DE NOUS	14
VOUS AVEZ AUSSI UN IMPACT!	16

© Eric de Miltet / Greenpeace



PERSÉVÉRER DANS LA RÉSISTANCE

Vous tenez en main notre rapport d'impact. Il s'agit d'un compte rendu de nos principales campagnes et des objectifs atteints par Greenpeace au cours de l'année dernière.

En Belgique, 2024 a été une **année électorale importante**, et chez Greenpeace, nous ne cachons pas notre inquiétude face aux résultats. En Flandre, mais aussi ailleurs en Europe, l'extrême droite a fait un bond en avant. C'est pourquoi nous continuerons à œuvrer en faveur de politiques qui respectent la planète et qui permettent à chacun et chacune de vivre dans la dignité. Pour nous, **la justice, l'inclusion et la diversité** ne sont pas que des mots. Ce sont les principes directeurs d'un monde plus vert, plus juste et plus sûr.

L'année dernière, nous avons également été témoins de la réélection de Donald Trump, un événement politique qui a suscité une profonde inquiétude au sein de notre organisation. L'angoisse, la colère et la tristesse se sont fait sentir face à la perspective d'un recul en matière de protection de l'environnement et d'action climatique. L'un des dirigeants les plus influents de la planète n'hésite pas à faire marche arrière en matière d'action climatique et de protection de l'environnement, à s'en prendre aux défenseurs-euses de l'environnement et aux communautés marginalisées, et à abuser des institutions de son pays pour saper la démocratie et la justice. Les répercussions de son second mandat se font sentir non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier.

En 2024, la dévastation s'est poursuivie en Ukraine et dans la bande de Gaza, où le nombre de morts n'a cessé d'augmenter, laissant ces régions toujours plongées dans l'incertitude et la souffrance.

Greenpeace se doit de mettre les bouchées doubles. Plus que jamais, nous renforçons notre place à l'intersection de la justice climatique et de la protection de notre démocratie. Il nous faut persévérer dans la résistance, à un moment où la perspective d'un avenir meilleur s'assombrit. En effet, l'histoire nous enseigne qu'il n'est jamais facile, mais toujours possible, de progresser. Qui aurait cru qu'en septembre, nous ouvririons un nouveau bureau en Ukraine pour aider le pays à se reconstruire dès que la situation le permettra ?

Et nous avons fait beaucoup d'autres **actions formidables** au cours de l'année écoulée. Soutenu par Greenpeace, l'agriculteur hennuyer Hugues Falys, a poursuivi TotalEnergies en justice pour sa responsabilité dans la crise climatique. Il s'agit de la première action en justice de ce genre en Belgique. Nous avons cartographié l'état des espaces verts urbains et mené des campagnes dans 25 communes pour promouvoir des agglomérations plus vertes. Nous avons fait preuve de solidarité avec les paysan-nes, mais nous avons également montré du doigt le système qui les opprime. Et enfin, nous avons participé à plusieurs marches de solidarité telles que la Brussels Pride et la marche pour les droits des femmes. Toutes ces questions sont inextricablement liées, qu'il s'agisse de la lutte environnementale, sociale et contre le racisme ou de la lutte contre les violences fondées sur le genre.

Nous sommes convaincu-es que nous pourrons continuer à faire **la différence** dans les années à venir avec vous, et les nombreuses personnes qui partagent nos valeurs, à nos côtés. Merci !

Valerie Del Re
Directrice Greenpeace Belgique

CLIMAT

NE JAMAIS
PERDRE ESPOIR!



© Greenpeace / Shervine Nafissi

Nous nous éloignons de plus en plus de l'objectif de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris. Greenpeace veut renverser la vapeur pour construire ensemble un monde plus vert et plus juste.

300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Telle est la somme qui doit dorénavant revenir aux pays du Sud qui sont déjà durement touchés par la crise climatique. Il s'agit de **la décision la plus importante prise lors du sommet des Nations Unies sur le climat** qui s'est tenu à Bakou (COP29) en novembre 2024, auquel Greenpeace a pu assister. 300 milliards de dollars, cela peut sembler beaucoup, mais c'est en même temps « largement insuffisant », comme nous l'avons souligné à la fin du sommet. Et l'industrie des combustibles fossiles, qui a provoqué cette crise et qui réalise en ce moment même des profits colossaux, reste hors d'atteinte. Nous nous sommes battus jusqu'à la fin de la conférence pour obtenir une meilleure issue, mais en vain.

Un point positif est à souligner : **d'ici le prochain sommet (COP30), un plan doit être préparé pour augmenter le financement de la lutte contre le changement climatique, et les sociétés qui exploitent les combustibles fossiles devraient y contribuer.** Chez Greenpeace, nous continuons à insister sur l'injustice actuelle dans le cadre du débat sur le dérèglement climatique, y compris auprès de nos ministres. Il faut dire que la Belgique ne brille pas par son ambition, comme on a pu le voir une fois de plus à Bakou.

En 2024, plus que jamais le dérèglement climatique s'est fait ressentir aux 4 coins de la planète. **Cette année a encore été la plus chaude jamais enregistrée sur Terre**, avec une augmentation de la température mondiale qui a régulièrement dépassé le seuil de 1,5 °C. En moyenne, la population mondiale a connu 41 jours de forte chaleur de plus qu'au début du dérèglement climatique. Chez nous, ce fut une année particulièrement peu ensoleillée et humide, l'année la plus humide depuis le début des relevés. Une réalité météorologique également liée au réchauffement atmosphérique.



© Marie-Jacquemin / Greenpeace

Et les conséquences ne s'arrêtent malheureusement pas là. **L'an dernier, les dix plus grandes catastrophes climatiques ont causé, au total, plus de 230 milliards d'euros de dommages « assurés » dans le monde**, mais le bilan réel est bien plus lourd. Avec les intempéries qui ont frappé l'Espagne, le malheur a frappé tout près de chez nous. Des inondations dévastatrices y ont entraîné la mort de plus de 200 personnes. Une confirmation tragique de ce que nous réserve la crise climatique : des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus graves, entraînant des dommages toujours plus importants pour les populations et la nature. « *Le nier entraîne des souffrances et des pertes inutiles* », a réagi Greenpeace. Et les feux de forêt de Los Angeles ne s'étaient même pas encore déclarés...

Mais même si les temps semblent parfois sombres, il y a toujours de l'espoir. En Suisse, les Aînés pour la protection du climat ont intenté une action en justice contre l'État. Celle-ci a abouti, en avril de l'année dernière, à un arrêt historique de la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour a affirmé que les États devaient protéger leur population des graves conséquences du dérèglement climatique pour sa santé, son bien-être et sa qualité de vie. La protection du climat constitue donc un droit humain. Une **victoire historique pour toutes les générations**, et emblématique pour la justice climatique à l'échelle mondiale.

ÉNERGIE

DAVID CONTRE GOLIATH

6



© Greenpeace / Will Rose

Nous défions le pouvoir de l'industrie fossile, nous soutenons l'essor des énergies renouvelables et nous exigeons des gros pollueurs qu'ils rendent des comptes.

Dans son rapport 'Payés pour polluer' Greenpeace a révélé qu'en Belgique, les entreprises qui émettent le plus de gaz à effet de serre, **reçoivent chaque année plus de 4,4 milliards d'euros d'avantages fiscaux**. Il s'agit de multinationales présentes en Belgique comme TotalEnergies, ArcelorMittal et BASF. Lors d'une action dans le style de Robin des Bois menée rue de la Loi, Greenpeace a demandé que cet argent soit consacré à une transition climatique juste et accessible à tous les citoyens et citoyennes. **Seules les entreprises dotées de plans climatiques concrets et ambitieux devraient pouvoir bénéficier d'aides publiques.**

En 2024, **une bonne nouvelle est tombée : l'Europe a enfin décidé d'interdire sur son sol le transbordement de gaz liquéfié russe vers d'autres marchés.**

Avec nos sympathisant·es nous demandions cette interdiction depuis 2022. Il était injustifiable que le charbon et le pétrole en provenance de Russie soient sur la liste noire, mais que les méthanières restent les bienvenus au port de Zeebrugge. Mais ne nous réjouissons pas trop vite. Les importations de GNL russe sont toujours autorisées pour notre propre consommation, générant des revenus supplémentaires pour Vladimir Poutine, finançant sa guerre cruelle en Ukraine.

Dans notre rapport intitulé « Le gaz viole les droits humains », nous avons exposé les violations des droits humains causées par le gaz fossile que nous importons en Belgique. Les personnes qui vivent à proximité des puits de gaz aux États-Unis souffrent de graves problèmes de santé dus à la pollution de l'air, tandis que le mode de vie traditionnel des peuples autochtones de l'Arctique est menacé par les forages gaziers.

Greenpeace souhaite que l'Europe **impose aux entreprises d'enquêter sur les violations qui se produisent dans le**

cadre de leurs activités et surtout de prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin.

Heureusement, la résistance s'intensifie chez nous aussi. En mars 2024, **Hugues Falys, un agriculteur de la province du Hainaut, a assigné en justice TotalEnergies pour sa responsabilité dans la crise climatique, avec le soutien de Greenpeace.** Les conditions météorologiques extrêmes ont déjà causé des dégâts significatifs dans la ferme d'Hugues, et fait baisser ses revenus. Comme il le dit lui-même : « *Cela fait trente ans que je pratique une agriculture écologique, et j'ai vu le climat changer. C'est peut-être ainsi que je pourrai moi-même instiguer un changement.* »



© Tim Dirven / Greenpeace

Mais défier les grands pollueurs n'est pas sans danger. **Au Royaume-Uni, le géant pétrolier Shell avait tenté une action en justice contre Greenpeace pour nous intimider et nous faire taire.**

À la fin 2024, nous avons appris une excellente nouvelle : Shell a battu en retraite. Malheureusement, Greenpeace doit encore faire face à des batailles juridiques en d'autres endroits. Dans le Dakota du Nord, aux États-Unis, un procès intenté par la compagnie pétrolière et gazière Energy Transfer est en cours depuis des années. Le verdict a été rendu en mars : Greenpeace a été condamnée à payer la somme colossale de 665 millions de dollars de dommages et intérêts. Nous avons fait appel et nous ne baisserons pas les bras face à la volonté des grands pollueurs de nous faire taire.

NATURE

DES FORÊTS PRIMAIRES AUX HAIES DANS NOS CAMPAGNES



Nous voulons préserver des écosystèmes uniques au monde, tant pour le climat que pour la biodiversité. Nous nous concentrons sur la protection des forêts et des océans, des domaines dans lesquels Greenpeace a déjà remporté de nombreuses victoires.

La prise de conscience écologique progresse, mais la route est encore longue. **Les banques et les investisseurs injectent encore des milliards d'euros dans des entreprises qui détruisent notre nature !** C'est ce qu'a révélé Greenpeace dans son rapport « *Bankrolling Ecosystem Destruction* » (« Le financement de la destruction des écosystèmes »). Depuis la signature de l'accord de Paris sur le climat, les banques européennes ont prêté environ 256 milliards d'euros à des secteurs qui menacent les forêts et d'autres espaces naturels, et donc aussi le climat. Certaines de ces institutions financières opèrent en Belgique, comme KBC Groupe, BNP Paribas et le groupe ING. **Ce flux de financement destructeur doit se tarir.**

Nous nous sommes également penchés sur un des géants des meubles low cost : IKEA. Une étude récente de Greenpeace démontre que IKEA utilise, dans sa chaîne de production, du bois provenant des **dernières forêts primaires d'Europe** dans les Carpates roumaines. Et nous avons retrouvé des produits de ces fournisseurs dans les

magasins IKEA en Belgique. Nous demandons au géant suédois de l'ameublement de ne plus accepter de bois provenant des forêts primaires.

En novembre, le Parlement européen a malheureusement reporté d'un an l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de l'UE pour lutter contre la déforestation. Cette loi obligera les vendeurs de viande de bœuf, de café, de chocolat, d'huile de palme et de bois sur le marché européen à prouver que leurs produits ne contribuent pas à la déforestation. Heureusement, nous avons pu empêcher que la loi soit, en plus d'être reportée, vidée de son contenu. **À partir de 2026, les produits contribuant à la déforestation seront interdits en Europe, ce qui constitue un énorme pas en avant !**

Une autre bonne nouvelle, c'est que **la loi européenne sur la restauration de la nature a finalement été approuvée** l'été dernier et doit être appliquée. Greenpeace et un bon nombre d'autres organisations se sont longtemps et âprement battues pour cette loi. La Belgique, comme les autres États membres, dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un plan national de restauration de la nature afin d'atteindre les objectifs fixés par cette loi. Ce n'est pas du luxe puisque, chez nous, 95% des habitats naturels se portent mal.

Le manque de nature et d'arbres dans les centres-villes et les villages belges est lui aussi préoccupant. C'est ce qui ressort d'une analyse de données publiée par Greenpeace à l'automne et d'une carte interactive développée par notre partenaire DataLab, qui montre l'accès à la nature pour chaque bâtiment situé en Belgique. Selon cette



règle, chaque bâtiment doit offrir une vue sur au moins 3 arbres, chaque quartier doit être couvert à 30% de verdure et 300 mètres maximum doivent séparer chaque bâtiment d'un espace vert public.

La plupart des habitations, dans une majorité de communes, ne satisfont pas à cette règle. Il est particulièrement alarmant de constater que les communes aisées obtiennent de meilleurs résultats et que les quartiers les plus aisés d'une même commune comptent généralement plus de verdure que les quartiers moins aisés.

Compte tenu de ces chiffres, des activistes de Greenpeace se sont fait entendre dans de nombreuses villes et communes belges. Ils et elles ont collé des autocollants représentant des arbres sur les panneaux de signalisation des agglomérations. Près de soixante personnes ont lancé une pétition à l'intention de leur administration communale, et ces pétitions ont recueilli plus de 8000 signatures au total. Cette action a porté ses fruits. La ville d'Anvers, par exemple, s'attelle désormais à respecter la règle des 3-30-300. Car **la solution est claire** et connue de tous et toutes : il faut **planter des arbres et préserver les espaces verts existants**.

En outre, en 2024, Greenpeace a poursuivi ses efforts pour protéger la nature locale en collaboration avec les comités d'action existants. Nous avons organisé des ateliers, introduit des réclamations contre des projets désastreux et nous sommes allées en justice pour imposer la protection de sites naturels... Et cela a payé! Le **Zennebeemdenbos près de Malines est sauvé**, et le **Donderberg**, une oasis de verdure située **au cœur de Laeken**, à Bruxelles, ne sera finalement pas non plus rasé. Ces victoires sont le résultat de plusieurs années de lutte menée avec le soutien de Greenpeace et de ses sympathisantes.



© Daniel Müller / Greenpeace

Mais encore :

Une bonne nouvelle pour les océans.

Grâce à la pression internationale, la Norvège a reporté d'au moins un an un projet controversé d'exploitation minière des grands fonds marins. En outre, le parlement fédéral belge a approuvé un nouveau traité mondial sur les océans visant à protéger 30 % des océans d'ici 2030. Il ne manque plus que le feu vert des régions pour que la Belgique ratifie le traité.

Une victoire historique pour les Munduruku, un peuple vivant au cœur de l'Amazonie brésilienne.

Au bout de 10 années d'un combat mené avec l'aide de Greenpeace, les Munduruku ont enfin obtenu la reconnaissance officielle de leur territoire ancestral. Celle-ci les protège contre l'exploitation forestière illégale, l'exploitation minière et les grands projets d'infrastructure.

Le pouvoir populaire en République démocratique du Congo.

Toujours en 2024, le gouvernement congolais a annulé la vente aux enchères de 27 concessions pétrolières. Cette décision représente une avancée importante, même s'il s'agit d'une suspension temporaire. Greenpeace Afrique s'oppose fermement à l'exploitation de ces blocs pétroliers depuis 2022, en raison de l'impact qu'elle aurait sur la biodiversité, les communautés locales et le climat.

ALIMENTATION

PAS SUR LE DOS
DES PAYSAN·NES



Nous militons pour un système alimentaire durable respectueux de l'humain et de l'environnement, pour nous et pour les générations futures.

Le début de l'année 2024 a été marqué par les **manifestations paysannes**, qui se sont répandues comme une traînée de poudre dans une grande partie de l'Europe. Greenpeace est avant tout solidaire des nombreux agriculteur·rices qui craignent, à juste titre, pour leur avenir. Mais en même temps, nous pointons du doigt le **système qui les opprime**. Nous avons donc rendu visite aux partis politiques, au lobby agricole européen Copa-Cogeca, aux fédérations du commerce et aux lobbies de l'industrie alimentaire. Nous avons dénoncé leur responsabilité dans le système qui permet à quelques grandes entreprises du secteur alimentaire de réaliser d'immenses profits au détriment d'un grand nombre d'agriculteurs·trices et de consommateurs·trices, et de la nature.

Cette vérité qui blesse a longtemps été passée sous silence dans le débat entourant les manifestations paysannes européennes.

En réaction à ces manifestations parfois véhémentes, en 2024, la Commission européenne a **supprimé de nombreuses règles visant à protéger la nature, de la politique agricole de l'UE**. En avril, des activistes de Greenpeace se sont rendus au Parlement européen pour le mettre en garde contre les conséquences désastreuses de cette décision. Notre message fut le suivant : « *Ce sera un cadeau empoisonné* ». En effet, le monde agricole européen a besoin d'une nature saine et d'un climat stable pour produire des denrées alimentaires. La protection de la nature sert de bouc émissaire à un problème qui est en fait causé par un modèle économique et des politiques commerciales injustes.

Avec le collectif CréaSSA, nous continuons à militer en faveur d'un système de sécurité alimentaire sociale afin que chacun et chacune aient accès à une alimentation saine et durable.

GREENPEACE

NOTRE IMPACT EN 2024

=



NOUS MÉRITONS PLUS ÉLECTIONS

12



© Eric De Milit / Greenpeace

Les élections représentent une opportunité importante pour les citoyen-nes qui aspirent à une société plus verte et plus juste.

En 2023, Greenpeace a publié **vingt priorités politiques pour l'après 2024**. Investir dans l'isolation des logements, abandonner les combustibles fossiles, protéger la nature, consacrer davantage de terres à l'agroécologie, une alimentation saine pour toutes, une mobilité plus durable... Ces priorités sont **immuables**, mais elles deviennent chaque jour plus importantes. Grâce à elles, nous avons pu peser sur les programmes électoraux des différents partis, et plus tard (indirectement) sur les accords de coalition.

Avant les élections, Greenpeace a lancé la **campagne « Je mérite plus »** avec d'autres organisations de la société civile. Nos activistes ont projeté des témoignages de citoyens et citoyennes au siège des partis politiques et dans des lieux publics à Bruxelles. Dans ces

vidéos, les gens parlaient des défis auxquels ils étaient confrontés au quotidien en raison de l'absence de politiques audacieuses et inclusives en matière de lutte contre la crise climatique et de protection de la nature dans notre pays. Des organisations environnementales, mais aussi des organisations sociales et de lutte contre la pauvreté, ont apporté leur soutien à cette campagne.

Ensemble, nous avons appelé les gouvernements à aller de l'avant avec des politiques qui permettent à toutes et tous de bénéficier, par exemple, d'un logement décent et de factures d'énergie moins élevées, de transports publics de qualité, d'un accès à la nature et d'une alimentation saine. Nous veillerons à le rappeler fréquemment à nos nouveaux gouvernements.



© Shujin Liu / Greenpeace



© Tim Dirven / Greenpeace

À PROPOS DE NOUS

14

© World Wide Fund for Nature / Greenpeace

Greenpeace est un réseau international d'organisations qui mènent des actions pacifiques pour protéger l'environnement et la biodiversité — comme vous le savez sans doute.



Greenpeace est totalement **indépendante**. Le saviez-vous ? Nous n'acceptons aucun financement de la part des gouvernements, des entreprises ou des partis politiques. Nos ressources financières proviennent uniquement de dons individuels. Une partie de ces ressources vient aussi de personnes qui choisissent d'inclure Greenpeace dans leur testament, afin de continuer à œuvrer pour un monde meilleur quand elles ne seront plus là.

Nous apportons de l'espoir et des **solutions** concrètes pour l'avenir. Nos campagnes s'appuient sur la science : elles sont fondées sur des recherches rigoureuses, que nous partageons dans des rapports clairs et accessibles.

Notre combat pour l'environnement est étroitement lié à celui pour la **justice sociale**. Les effets de la crise climatique frappent plus durement les pays du Sud, dont les populations sont pourtant celles qui ont le moins contribué au problème.

En résumé, avec le soutien de millions de personnes comme vous, Greenpeace agit pour une planète plus verte, un monde plus juste, et pour la paix. Ensemble, nous avons la force, les connaissances et le courage d'affronter les grands défis environnementaux — et d'en combattre les causes profondes.

Ensemble, nous sommes plus forts.



© Marten van Dijk / Greenpeace

VOUS AVEZ AUSSI UN IMPACT !

FAITES UN DON



C'est ensemble, que nous faisons la différence. Renforcez l'impact de nos actions. Faites un don sur le compte **BE 03 0011 3807 0684**.

PARTICIPEZ À NOS ACTIONS EN LIGNE

Rejoignez notre communauté en ligne, partagez nos publications et tenez-vous au courant des dernières nouvelles de nos campagnes.



@Greenpeace.belgium



@greenpeace.be



@greenpeace_be



Greenpeace Belgium

AJOUTEZ GREENPEACE A VOTRE TESTAMENT

Vous aimeriez continuer de faire la différence pour les générations futures lorsque vous aurez quitté notre belle planète? C'est possible !

Donnez un sens à votre héritage et ajoutez Greenpeace dans votre testament. Cela nous permettra d'agir plus et plus longtemps en faveur d'une planète durable.

Pour davantage d'informations, contactez Ilse Nollet au +32 2 274 19 44 ou à l'adresse legaten.gpb@greenpeace.org, et demandez sans engagement notre brochure gratuite.